

CONFERENCE DES EVEQUES CATHOLIQUES DU BURUNDI

Secrétariat Général

COMMUNIQUE N° 2 DE LA CONFERENCE DES EVEQUES CATHOLIQUES DU BURUNDI CONCERNANT LES ELECTIONS DE 2015

C'est dans le dialogue et la concertation qu'on aboutit à des solutions durables

Chers Frères et Sœurs en communion de foi et de famille,
Chers Burundais et Burundaises

Comme le Christ ressuscité, nous vous adressons notre salutation : la Paix soit avec vous !

1. Comme vous le savez, pendant des moments des élections comme ceux-ci, nous Evêques de l'Eglise Catholique qui est au Burundi, partant du fait que nous sommes des citoyens à part entière, forts de notre foi, obéissant à notre vocation et à notre mission de Pasteurs, en puisant dans le riche enseignement social de l'Eglise, essayons chaque fois d'accompagner nos fidèles dans trois voies importantes en plus de notre pastorale ordinaire. La première voie est celle de l'enseignement et de l'éducation civique de nos fidèles et de tous les citoyens de bonne volonté, pour qu'ils s'engagent dans les élections en toute dignité de fils et de filles de Dieu. La deuxième voie est celle d'envoyer des fidèles laïcs dans l'Observation des élections pour que nous puissions témoigner de la crédibilité des élections. La troisième voie consiste à envoyer, de façon exceptionnelle et sur demande explicite, nos prêtres dans les organes destinés à organiser les élections notamment au niveau provincial et communal.
2. Nous prenons la peine de faire tout cela, dans le souci de donner notre contribution, pour que nous ayons de bonnes élections, libres, sans discriminations, inclusives et justes pour tous. C'est le travail que nous sommes en train d'accomplir même dans les présentes élections.
3. Cependant, vous l'avez constaté. Depuis que, faisant fi de nos conseils, le parti au pouvoir a présenté comme candidat aux élections présidentielles l'actuel Président de la République pour un troisième mandat, alors que des gens avaient déjà menacé qu'ils allaient combattre cette candidature qui viole la Constitution de la République lue dans la lumière de l'Accord d'Arusha dont elle émane, nous connaissons des troubles, surtout dans la ville de Bujumbura. Il y a des indices évidents, même si certains ne voudraient qu'ils soient connus, d'un pays qui connaît des perturbations sécuritaires. Tenez ! Dans la capitale de Bujumbura, les confrontations entre les manifestants et les agents de sécurité sont en train de causer des emprisonnements, des blessés et des morts. Certains services ne fonctionnent plus, les magasins n'ouvrent plus comme il faut, et certaines écoles sont carrément fermées. Dans le reste du pays, un passant non averti croirait que la sécurité est totale dans le pays, mais là aussi il y a des signes qui montrent que le pays n'est pas paisible. Il y a une peur-panique chez les gens pour divers motifs. C'est cette peur qui fait que certaines gens ne dorment plus en famille et qu'il y en ait même qui prennent le chemin de l'exil à l'étranger. Parmi eux, bien des gens disent accusent

leurs adversaires politiques qu'ils exercent sur eux des menaces, des intimidations au point qu'ils redoutent même l'éclatement d'une certaine guerre civile. Le Haut Commissariat pour les Réfugiés vient de dénombrer quelques 50.000 réfugiés surtout dans les pays limitrophes comme le Rwanda, la République Démocratique du Congo et la Tanzanie. Les élèves qui restent encore dans les internats réclament toujours des positions des militaires pour leur assurer la sécurité, signe qu'ils ont peur. Même le Gouvernement a pris les mesures de renvoyer de leurs homes des Universitaires des Universités publiques pour des motifs de sécurité. Par ailleurs certains pays étrangers ont déjà rappelé leurs concitoyens pour qu'ils quittent le Burundi craignant pour leur sécurité. Des radios privées que les citoyens écoutaient volontiers, mis à part celles d'obédience du parti au pouvoir, ont été fermées, comme la Radio Publique Africaine complètement fermée et d'autres telles que Bonesha FM et Isanganiro ne sont plus autorisées de rejoindre leurs auditeurs en dehors de Bujumbura. Il y a même des rumeurs qui commencent à exploiter la corde ethnique dans l'interprétation des conflits qui sont dans le pays.

4. Nous nous attendions à ce que l'Arrêt de la Cour Constitutionnelle contribue à assainir la situation en prenant une décision allant dans le sens de la vérité qui avait été exprimée par plusieurs à l'intérieur comme à l'extérieur de notre pays. Mais vous avez été témoins de la manière dont les choses se sont passées. Nous avons pris acte de cette décision comme d'une loi, mais sans conviction sur sa véracité. Du reste, ce n'est pas qu'une question de loi seulement, c'est aussi une question politique et une question sociale. C'est cela même qui nous avait poussés à donner encore une fois nos conseils en rappelant qu'un bon dirigeant doit savoir se sacrifier pour sa patrie à la manière d'un bon père de famille qui peut même renoncer à ce à quoi il a droit pour le bénéfice du salut de sa famille.
5. A l'état actuel des choses, et si cette situation perdure, les élections auxquelles nous nous attendions, paisibles pour tous, faites dans la transparence, sans intimidation et inclusives, ne sont pas possibles. La sécurité n'est pas garantie et il n'y a pas de radios qui puissent relayer les idées et les programmes de tous. Nous sommes dans la situation où même certains membres de la communauté internationale gèlent des aides qui étaient destinées aux élections. Pensez-vous que de telles élections soient justes et bonnes pour tous et que leurs résultats soient crédibles et acceptables pour tous ?
6. Au regard de tout ce qui précède, nous Pasteurs de l'Eglise catholique, demandons avec insistance ce qui suit :
 - Que les dirigeants de notre pays qui sont les premiers responsables de la sécurité du pays et de tous ses citoyens ramènent la sécurité dans la capitale Bujumbura et dans l'ensemble du pays, en passant par des voies qui ne portent pas préjudice aux droits de l'homme. Nous demandons qu'ils évitent à tout prix les pertes des vies humaines. Nous demandons aussi aux manifestants d'éviter des violences, des casses et surtout des tueries. Tuer est un mal horrible quel qu'en soit le motif.
 - Que les instances chargées d'organiser les élections fassent appel à leur ingéniosité pour consentir à reporter pour plus tard certaines échéances du calendrier électoral, afin que les cœurs de certains puissent être apaisés, que les réfugiés rentrent chez eux et que la sécurité soit sentie comme garantie tant aux membres de la mouvance présidentielle qu'aux opposants. La peur de ce que le pays pourrait tomber dans un vide institutionnel suite à ce glissement du calendrier peut trouver un remède à travers un dialogue franc et sincère entre les protagonistes, s'ils acceptent de dépasser leurs intérêts sectaires et s'ils abordent

les vraies questions en cherchant à s'attaquer aux causes de la présente situation conflictuelle. Nous sommes d'avis que vaut mieux éviter une précipitation qui risque de ne pas aboutir aux vraies solutions pour chercher dans le calme des solutions durables.

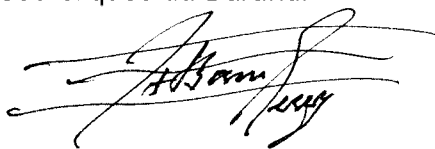
- Que tous les citoyens sachent que les élections sont nécessaires et incontournables ; mais qu'elles doivent se passer dans un climat sécuritaire et apaisé pour tous, dans lequel tous les compétiteurs sont traités de la même manière et jouissent des mêmes droits ; ainsi que d'autres conditions qui garantissent la tenue de bonnes élections.
- Que l'autorité chargée des médias reconnaisse le droit légitime des citoyens de donner l'information et d'être informés. Et qu'elle autorise tous les médias fermés à fonctionner de nouveau : que la Radio Publique Africaine soit ré-ouverte dans toutes ses stations et que les Radio telles que Bonesha FM et Isanganiro puissent de nouveau émettre sur toute l'étendue du pays comme auparavant car, il est difficilement concevable qu'on puisse avoir de bonnes élections, justes et équitables pour tout le monde, au vingt et unième siècle, au moment où il n'y a que des Radios qui chantent les mérites du parti au pouvoir qui sont autorisées à émettre à l'intérieur du pays. Ce serait une injustice dans une compétition qui se veut de nature loyale.

7. Si d'aventure nos souhaits ne trouvaient pas de réponse et que les choses en restent comme elles sont, nous, Evêques de l'Eglise Catholique, déclarons ouvertement que notre Eglise ne sera plus à mesure d'accompagner ce processus électoral, que ce soit dans l'envoi des observateurs qui devront suivre de près son déroulement, que ce soit à travers les prêtres envoyés dans les différents démembrements de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Tenant compte du temps qui reste, si on arrive au 17 mai sans que ces souhaits exprimés ne soient pris en considération, nous demandons à ces prêtres de prendre la décision qui s'impose en s'appuyant sur la convention signée avec les responsables de la CENI, laquelle convention prévoit même la possibilité de démission au cas où le processus électoral leur semble inacceptable, par manque de vérité, de justice pour tous et de perspectives de réconciliation. L'Eglise Catholique ne peut pas soutenir ou accompagner un processus électoral qui, visiblement, n'est pas consensuel et où les résultats de celui-ci risquent de diviser les citoyens au lieu de les réconcilier et de les faire progresser sur le chemin de la paix et du développement.

Fait à Bujumbura, le 12 Mai 2015

Pour la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi

✘ Gervais BANSHIMIYUBUSA
Evêque de Ngozi et
Président de la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi



✘ Evariste NGOYAGOYE
Archevêque de Bujumbura et
Vice-Président de la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi

